

1^{er} mai 2015, prise de parole pour les syndicats CGT, FSU et Solidaires des Hautes-Pyrénées

Chers amis, chers camarades,

En ce 1^{er} mai, journée de luttes et de solidarités internationales des salariés, les organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, Solidaires et UNSA ont décidé d'appeler ensemble à la manifestation départementale qui nous rassemble aujourd'hui.

Elles ont notamment décidé de prendre à leur compte l'appel de la CES de faire du 1^{er} mai 2015, une journée de mobilisation européenne pour réagir aux politiques désastreuses qui menacent de transformer la crise financière en une stagnation de long terme et un chômage structurel élevé. L'objectif est d'avancer des réponses conjuguant investissement et développement de l'emploi.

Ce 1^{er} mai se situe dans un contexte préoccupant.

A l'image des Européennes l'an dernier, le bilan des élections départementales illustre le décalage entre les attentes, les besoins des citoyens et les réponses du politique. Mais cette fois-ci, la situation est peut-être plus grave. La plupart des observateurs s'évertuent à relativiser le score de l'extrême-droite et conduit de fait à le banaliser. Les organisations syndicales réaffirment, dans la suite du 11 janvier, que la démocratie, la république, la paix, les libertés de pensée et d'expression sont des biens communs qu'elles sont décidées à défendre face à tous les totalitarismes, aux discours haineux, aux tentatives de division et de stigmatisation.

Non seulement l'extrême-droite est un danger, dans l'histoire elle n'a jamais semé que misère, guerres et désolation. D'ailleurs cela s'est malheureusement toujours vérifié, plus l'extrême-droite est forte, plus les intérêts et les droits des salariés sont attaqués !

Face à cette situation, le syndicalisme doit aussi assumer les responsabilités qui lui reviennent.

Dans les entreprises de notre territoire, les différents conflits qui se sont déroulés ces dernières semaines que ce soit à Cegelec, Eiffage, à la Socata, dans le secteur de la santé et beaucoup d'autres, ont tous le même objectif : mettre les revendications des salariés sur la table des négociations sur les lieux de travail. C'est sur cette dynamique qu'est organisé ce 1er mai et celui-ci constitue une nouvelle étape et un moteur pour amplifier la nécessaire mobilisation des salariés.

Les différents cadeaux faits au patronat à travers la loi Macron, le pacte de responsabilité et le CICE (85 milliards sur 6 ans à rajouter aux 220 milliards d'exonérations annuelles déjà existantes) constituent un ensemble de dispositions qui creusent les inégalités et fragilisent la situation des salariés, tandis qu'elles sécurisent les profits des actionnaires (56 milliards de dividendes distribués en 2014) !

Le projet de loi sur le dialogue social, les négociations sur les retraites complémentaires alertent le monde du travail sur les risques graves de nouveaux reculs si la mobilisation ne monte pas en puissance.

A contrario, des réponses doivent être apportées pour favoriser l'emploi privé et public, pour une plus grande justice sociale, en matière de pouvoir d'achat et de fiscalité, des droits nouveaux pour permettre aux salariés de pouvoir peser sur les choix des entreprises et pour l'engagement de la France en faveur d'un plan européen pour l'investissement, une croissance durable et des emplois.

En matière d'emploi, nous réaffirmons notre demande d'une politique économique appuyée sur l'investissement dans la recherche et le développement, l'innovation dans le cadre de la création et du renforcement des filières.

Nous revendiquons :

- une remise à plat et une évaluation des aides publiques accordées aux entreprises en fonction de leur efficacité économique et sociale.
- la généralisation de la conditionnalité des aides et exonérations fiscales aux entreprises à la mise en œuvre d'objectifs sociaux : création d'emplois, qualification des salariés, politiques salariales dynamiques.

L'augmentation des salaires et des pensions est possible et même indispensable pour améliorer la situation de nombreux salariés, privés d'emploi et retraités, et pour tirer toute notre économie vers le haut. L'égalité salariale entre les hommes et les femmes doit être promue partout.

Une véritable justice sociale basée sur la solidarité entre les salariés, les privés d'emploi et les retraités doit permettre de garantir le financement de notre sécurité sociale.

La convergence des mobilisations partout en Europe ce 1^{er} mai doit être un signe fort adressé aux différents gouvernements et aux patronats pour exiger une construction européenne fondée sur le progrès social, s'appuyant sur la mise en œuvre d'un dialogue social et le renforcement des droits sociaux.

Pour la solidarité entre les salariés et l'égalité des droits, le choix de la paix et le choix du social, la CGT, la FSU, et Solidaires poursuivront avec tous les salariés, dans l'unité syndicale la plus large possible, le débat d'idées pour le progrès social.